ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2012

MAI 2015

Directeur Général, Directeur de publication	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines P.I.	Djibril Oumar LY
Agent Comptable Particulier (ACP)	Alpha Amar NIANG
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale P.I.	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Baba NDIAYE, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Amadou FALL DIOUF
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouth DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Serge MANEL et Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL et Abdoulaye FAYE
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOUM
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Momath CISSE
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Mody DIOP
13. TRANSPORT	Bocar KA
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Fahd NDIAYE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE et Maxime Bruno NAGNONHOU
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENGHOR et Daouda BALLE
19. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou Ngalgou KANE et Adama SECK
20. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Chapitre IX : AGRICULTURE

Introduction

L'agriculture représente la principale activité du secteur primaire. Elle constitue un secteur de création de richesse et de réduction de l'insécurité alimentaire, en particulier pour les populations rurales. Cependant, ces performances demeurent limitées par sa dépendance à un régime pluviométrique irrégulier. A cet égard, l'Etat, à travers sa politique de développement de l'agriculture irriguée, mène des programmes pour atténuer ce phénomène.

La campagne 2012/2013 s'est améliorée sensiblement par rapport à la précédente où la production de la plupart des spéculations avait connu une baisse remarquable (environ -40%). Ce relèvement est imputable à la bonne pluviométrie et aux efforts consentis, au moment opportun, par l'Etat pour mettre en place les semences et les engrais subventionnés à la disposition des acteurs du secteur.

Ce chapitre passe en revue, d'une part, les objectifs stratégiques poursuivis durant l'année 2012 par l'Etat pour le développement de l'agriculture et les performances enregistrées, d'autre part.

IX.1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET ACTIONS ENTREPRISES PAR LE GOUVERNEMENT EN 2012

Les actions initiées par l'Etat durant la campagne 2012/2013 se sont concentrées sur la poursuite des Objectifs Stratégiques (OS) de la Lettre de Politique Sectorielle (LPS) de l'agriculture. Ces OS, repris également dans la Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES), sont : (i) l'amélioration de l'efficacité du pilotage du secteur agricole ; (ii) et l'augmentation de la production ainsi que la productivité.

Le premier OS vise le renforcement du dialogue entre l'Etat, les organisations professionnelles et les autres acteurs, le renforcement des capacités d'intervention des structures d'accompagnement, l'adoption d'une nouvelle réforme foncière prenant en compte le cadastre rural et l'accès équitable des acteurs à la propriété foncière, etc. Ainsi, la mise en œuvre des directives de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) relatives au foncier rural est attendue par les organisations paysannes.

Concernant le deuxième OS, l'Etat a consenti, en 2012, une subvention en faveur des petits agriculteurs. Cette subvention est composée de 10,6 milliards FCFA pour l'achat des semences d'arachide, 18,2 milliards FCFA pour les engrais et 4,0 milliards FCFA pour la reconduite des programmes spéciaux maïs (local et hybride), riz, fonio, niébé, mil et sorgho (local et hybride). De plus, un montant d'environ un milliard de CFA a été injecté pour soutenir la filière coton. Aussi, une enveloppe de 715,7 millions FCFA a-t-elle été investie pour la lutte phytosanitaire. En somme, l'apport de l'Etat se chiffre à 34,4 milliards[15].

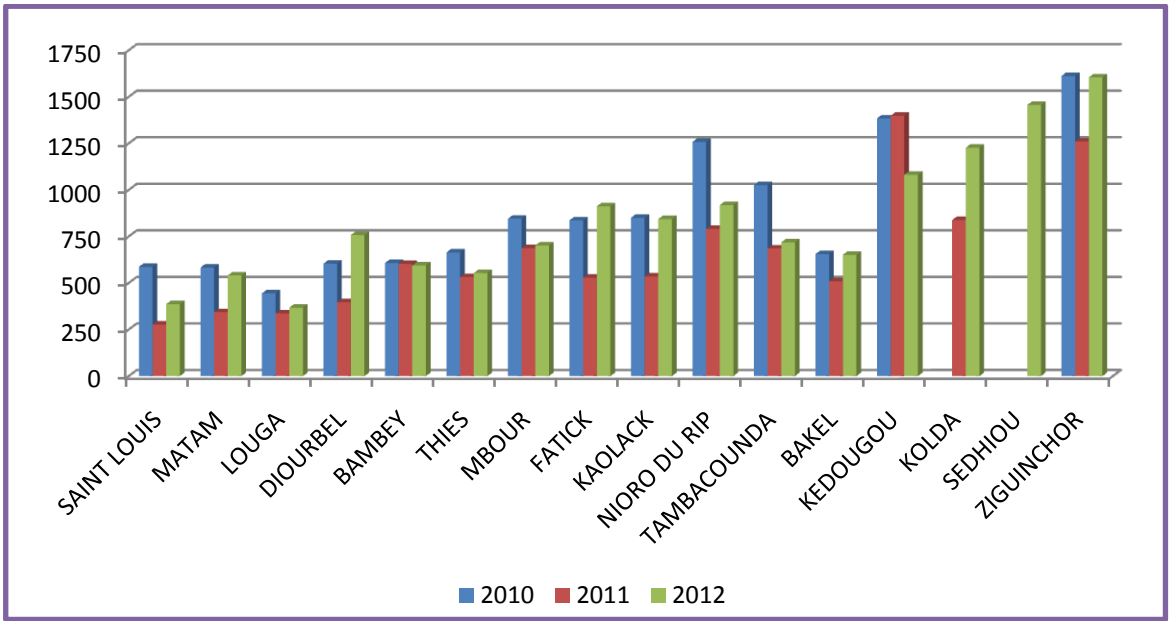
D'autres réalisations ont aussi été notées depuis 2010 visant à rééquiper les producteurs. Les équipements sont des motoculteurs, des moissonneuses, des batteuses, des polisseurs à riz, des faucheuses à riz, des décortiqueuses et des presses à huile. La valeur de ces équipements s'est chiffrée à 3,4 milliards FCFA.

IX.2. PLUVIOMETRIE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2011/2012

Le cumul moyen par station s'est élevé à 826 millimètres (mm) en 2012 contre 622 mm l'hivernage précédent. Toutefois, les quantités de pluie reçues en 2012 n'ont pas atteint les niveaux enregistrés en 2010 (829 mm).

[15] Source : DAPSA/DA

Graphique 9.1 : Cumul de pluies de quelques stations (en mm)



Source : Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM) du Sénégal

La situation de l'hivernage a eu un impact positif sur les niveaux des rendements de toutes les spéculations.

IX.3. PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE EN 2012

La production agricole de 2012 a connu une amélioration par rapport à celle de 2011 qui a enregistré une baisse remarquable comparée à celles des trois années précédentes.

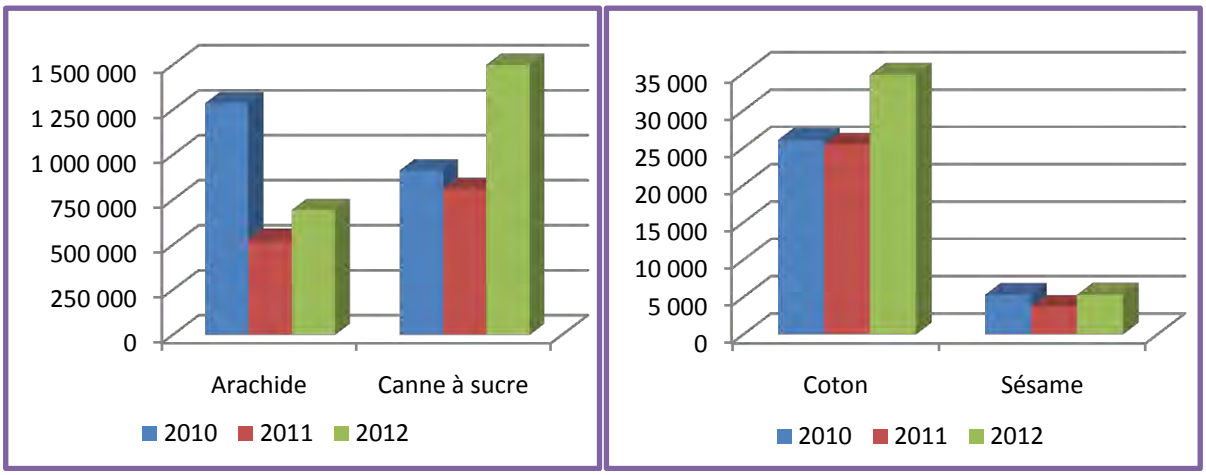
IX.3.1. AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET D'EXPORTATION

La production d'arachide s'est hissée à 692 572 tonnes en 2012, soit une hausse de 31,3% par rapport à la campagne précédente. Cette performance est, essentiellement, due à l'accroissement des rendements (60,3% par rapport à 2011) lié à la bonne pluviométrie. Néanmoins, cette production est moins reluisante que celle de 2010 qui a atteint 1 286 855 tonnes. L'écart résulte, essentiellement de la différence des superficies emblavées. En 2012, 708 956 hectares (ha) ont été cultivés contre 1 195 573 ha en 2010 et 865 770 ha en 2011.

La production de coton, après avoir noté un fléchissement un an auparavant, s'est redressée de 37,0% et 33,4%, respectivement par rapport à 2011 et 2010. Elle s'est établie à 34 753 tonnes, sous l'effet d'une amélioration des rendements (8,3%) et d'une augmentation des superficies emblavées (26,5%).

La production de la canne à sucre a augmenté considérablement (89,8%) en liaison avec la mise en œuvre par la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) du « projet KT 150[16] » visant à assurer l'autosuffisance en sucre à l'horizon 2013/2014. Elle a atteint 1 537 987 tonnes en 2012 contre 810 518 tonnes en 2011.

Graphique 9.2 : Productions de l'agriculture industrielle et d'exportation (en tonnes)

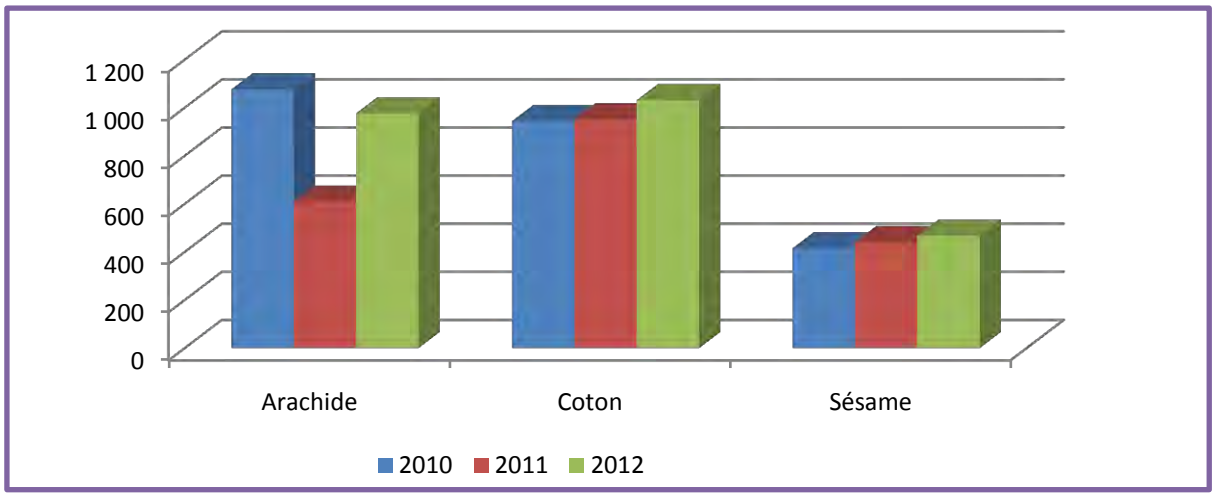


Source : DAPSA/EAA 2012

La production de sésame s'est redressée en 2012 (5 291 tonnes, soit une hausse de 44,7%), après une chute de 30,1% enregistrée durant l'année antérieure.

La production de tomate industrielle a subi un repli de 18,5% par rapport aux résultats de la précédente campagne. Cette situation est principalement due au désistement de certaines unions hydrauliques17 et aux contraintes phytosanitaires dues à une maladie causée par l'acariose bronzée et la bactériose.

Graphique 9.3 : Evolutions des rendements de l'agriculture industrielle et d'exportation (en kg/ha)



Source : DAPSA/EAA 2012

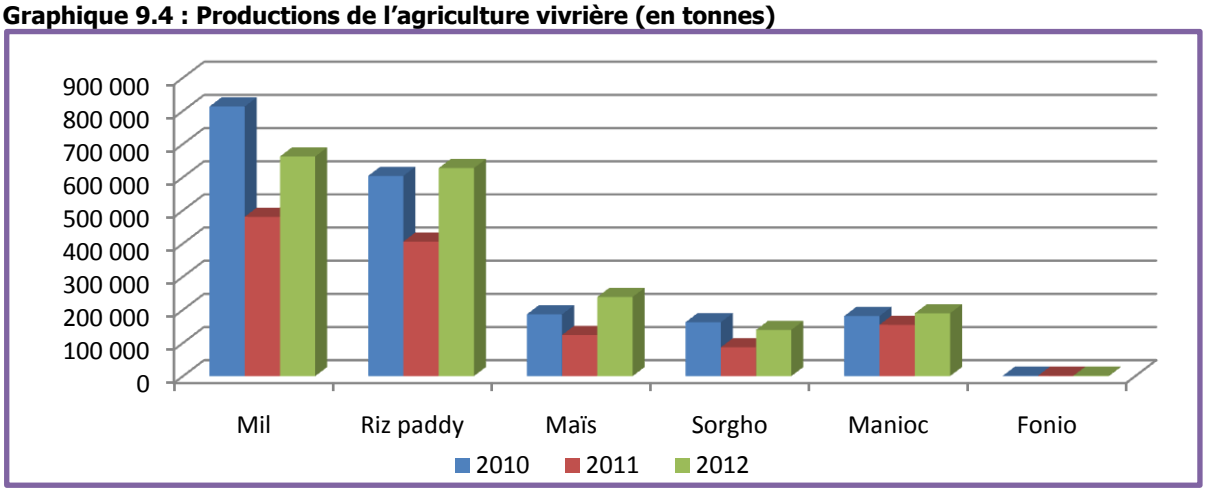
[16] Source : Journal CSS

[17] Les unions hydrauliques sont des organisations paysannes agricoles, qui sont les gestionnaires des aménagements et équipements hydro-agricoles.

IX.3.2. AGRICULTURE VIVRIERE

La production de céréales s'est améliorée de 51,9%, sous les effets conjugués de la hausse des superficies emblavées et des rendements. En dehors du fonio qui a enregistré une baisse (-13,7%), les autres spéculations céréalières ont enregistré un accroissement de leur production, notamment le riz (54,6%), le mil (37,8%), le sorgho (60,4%) et le maïs (92,6%).

Graphique 9.4 : Productions de l'agriculture vivrière (en tonnes)

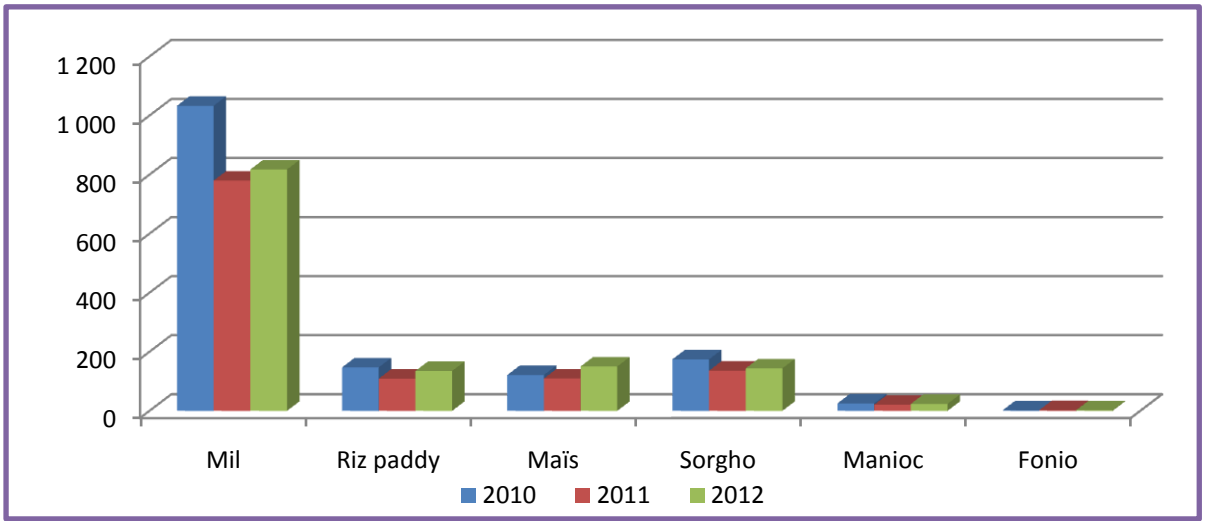


Source : DAPSA/EAA 2012

La production de manioc s'est accrue de 22,3%, imputable à l'accroissement, concomitant, des superficies emblavées (14,2%) et des rendements (7,2%).

Quant à la production de niébé, elle a presque doublé. En effet, elle s'est accrue de 95,7%, grâce à la bonification des rendements (43,2%) et à l'extension des superficies (36,7%).

Graphique 9.5 : Evolution des superficies emblavées de l'agriculture vivrière (en milliers ha)



Source : DAPS/EAA 2012

IX.3.3. COMMERCIALISATION

La campagne de commercialisation de l'arachide s'est déroulée dans un environnement concurrentiel pour les huiliers du Sénégal (SUNEOR et NOVASEN). Depuis les trois (03) campagnes précédentes, le marché de l'arachide est de plus en plus investi par des opérateurs privés (en général des étrangers) offrants des prix compétitifs. Pour cette campagne, le prix fixé par le Comité National Interprofessionnel de l'Arachide (CNIA) est de 190 FCFA/Kg contre 175 FCFA/Kg en 2011/2012. Tout comme la campagne passée, ce prix n'a pas été subventionné par l'Etat. Par ailleurs, il est noté dans plusieurs localités, que les prix auxquels les opérateurs ont acheté l'arachide ont été de l'ordre de 210 à 250 FCFA/Kg.

Pour le coton, 30 315 tonnes ont été collectées sur une production de 34 753 tonnes.

Le comité de gestion du fonds de soutien au producteur a maintenu le prix de la campagne précédente (255 FCFA/Kg[18]) malgré la baisse des cours mondiaux.

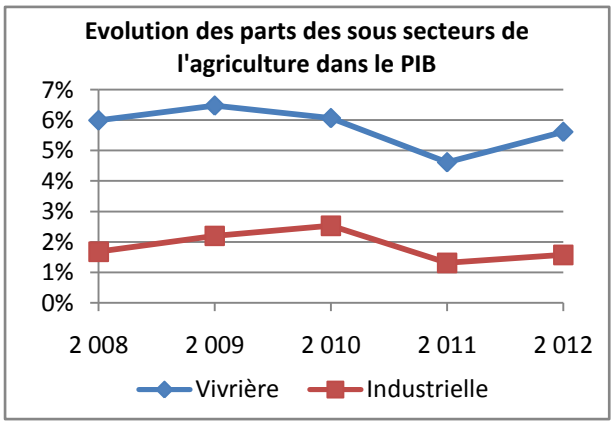
Les prix au producteur sont estimés à 165 FCFA/Kg pour le riz paddy.

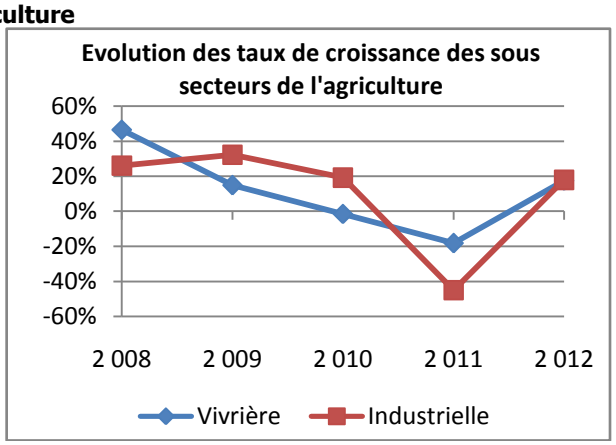
IX.4. VI.3.4 PERFORMANCES MACROECONOMIQUES[19]

La campagne agricole 2012 a été marquée par la reprise de la croissance dans le secteur agricole. En effet, la valeur ajoutée à prix constants de la branche « agriculture vivrière » a enregistré une progression de 17,5% par rapport à 2011, pour s'établir à 401,6 milliards de FCFA en 2012. La valeur ajoutée de l' « agriculture industrielle et d'exportation » s'est accrue de 17,9% en 2012 par rapport à l'année précédente pour atteindre 112,3 milliards de FCFA.

La contribution de l'agriculture (agriculture vivrière et agriculture industrielle et d'exportation) au PIB s'est accrue de 1,3 points passant de 5,9% en 2011 à 7,2% en 2012.

Graphique 9.6 : Situation macro sectorielle de l'agriculture





Source : ANSD/juillet 2012

[18] Source : SODEFITEX (Situation de la campagne agricole 2012, http://www.sodefitex.sn/images/rapport_%20campagne_2012-2013_au_5_juin_2012.pdf)

[19] Partie à actualiser après la validation des comptes nationaux 2010-2012

IX.5. VI.3.5 SECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse du bilan céréalier prévisionnel 2012/2013 laisse apparaître une production nationale céréalière insuffisante pour couvrir les besoins. Les disponibilités nationales céréalières (production nette + stock initial) sont évaluées à 1 265 930 tonnes pour des besoins estimés à 2 576 870 tonnes, soit une couverture de 49,1% représentant cinq (06) mois des besoins estimés. En tenant compte des importations de céréales (1 190 000 tonnes dont 750 000 tonnes de riz et 350 000 tonne de blé) et des aides alimentaires (24 700 tonnes), le solde net du bilan dégage un déficit de 96 240 tonnes. En outre, la consommation annuelle apparente de céréales s'est élevée à 182 kg/habitant, légèrement inférieure à la norme fixée à 185 kg/habitant par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Conclusion

La situation du secteur agricole en 2012 est caractérisée par une bonne pluviométrie et la poursuite des initiatives de l'Etat pour son développement. L'Etat a consenti 34,4 milliards pour l'achat des intrants agricoles, le soutien des filières en difficulté et la lutte phytosanitaire. Cette situation s'est traduite par une campagne agricole favorable et une augmentation du taux de couverture des besoins céréaliers (48,1% en 2012 contre 38,4% en 2011), même s'il est demeuré inférieur à la norme édictée.

Sur le plan économique, la performance de l'agriculture a entraîné une hausse de 17,6% de sa valeur ajoutée en volume et une amélioration de son poids dans l'économie (7,2% du PIB en valeur en 2012 après 5,9% en 2011).